



FOR IMMEDIATE RELEASE

Farm Groups and the Fertilizer Industry Call on Government to Support Farmers After Impact of Russian Tariffs

OTTAWA, ON, July 18, 2022 – Farm groups and the fertilizer sector are calling on the federal government to provide compensation to farmers in Eastern Canada who were negatively impacted by federal government-imposed tariffs on imported Russian fertilizer. These groups are also seeking predictability and the removal of tariffs in time for Fall planning. The war in Ukraine has added considerable strain to global food security and Canada’s agriculture industry is well-positioned to help, but farmers’ ability to do this relies on a secure, predictable supply of fertilizer to maximize crop yields.

On March 3, 2022, the federal government implemented a 35 per cent tariff on all Russian imports, including fertilizer. This was done without any prior consultation with the agriculture sector and, as a result, Eastern Canadian farmers were disproportionately impacted. Ontario, Quebec, and Atlantic Canada rely heavily on fertilizer imports. Approximately 660,000 – 680,000 tonnes of nitrogen fertilizer is imported from Russia to Eastern Canada annually, which represents between 85-90 per cent of the total nitrogen fertilizer used in the region.

Our industry strongly supports the people of Ukraine and condemns the Russian invasion. We also support sanctions and other measures imposed by the Canadian government and our allies aimed at quickly ending the war. However, action by the Canadian government should not jeopardize Canada’s capacity to produce food today or in the future.

“We need compensation for farmers negatively impacted by the tariffs, and we want a secure and reliable supply of fertilizer so we can roll up our sleeves and do our part to help the world through this crisis,” said Brendan Byrne, chair, Grain Farmers of Ontario.

Canada is the only G7 country that has tariffs on Russian fertilizer. This places Canada’s agriculture industry at a competitive disadvantage compared to other countries around the world.

“Farmers bore the costs of tariffs which has put Canadian farmers at a disadvantage to farmers in other countries who did not have tariffs on fertilizers,” said Christian Overbeek, chairman, Québec Grain Farmers. “We need compensation for farmers and concrete solutions for the 2023 planting season in place this summer.”

“The world needs Canadian farmers to produce our best crop this year. You cannot grow crops without fertilizer, and you cannot produce food without crops,” said Roy Culberson, chairman, Atlantic Grains Council. “An additional tariff paid by farmers on a global product such as fertilizer just penalizes the farmer. We look forward to working on a resolution with government.”



“Fertilizer is the most important input for ensuring strong, hearty yields,” said Karen Proud, president and CEO, Fertilizer Canada. “We need to support our growers and the industry needs predictability for the 2023 growing seasons as the planning is happening now. Now, more than ever, the world needs more Canada.”

“The fall planting season is quickly approaching as well as procurement preparations for 2023,” said Russel Hurst, executive director, Ontario Agri Business Association. “Compensation for growers and predictability for industry will be important in the coming months as Canada’s agriculture industry steps up to do our part in this global crisis.”

The group represents the Canadian fertilizer sector as well as farm groups representing over 50,000 farmers. This includes Atlantic Grains Council, Christian Farmers Federation of Ontario, Fertilizer Canada, Grain Farmers of Ontario, Ontario Agri Business Association, Ontario Bean Growers, Ontario Canola Growers, Québec Grain Farmers, Sollio Agriculture, and Sylvite Agri-Services.

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Les groupes agricoles et l’industrie des engrais réclament que le gouvernement fournisse un soutien aux agriculteurs en raison de l’impact des tarifs douaniers imposés sur les engrais russes

OTTAWA, Ontario, et MONTRÉAL, Québec, 18 juillet 2022 – Les groupes agricoles et le secteur des engrais lancent un appel au gouvernement fédéral pour qu’il indemnise les agriculteurs de l’Est du Canada qui ont subi les effets négatifs des tarifs douaniers imposés par le gouvernement fédéral sur les engrais importés de Russie. Ces groupes exigent aussi une certaine prévisibilité et l’élimination à temps des tarifs pour que les agriculteurs puissent planifier leurs activités à l’automne. La guerre en Ukraine a nui sérieusement à la sécurité alimentaire mondiale, et l’industrie agricole canadienne est bien placée pour y remédier en partie, mais pour que les agriculteurs puissent le faire, ils ont besoin d’un approvisionnement sûr et prévisible en engrais pour maximiser le rendement des cultures.

Le 3 mars 2022, le gouvernement fédéral a instauré un tarif douanier de 35 pour cent sur toutes les importations russes, y compris les engrais. Il a pris cette mesure sans aucune consultation préalable du secteur agricole et, par conséquent, les agriculteurs de l’Est du Canada ont été touchés de manière disproportionnée. L’Ontario, le Québec et le Canada atlantique dépendent fortement des importations d’engrais. Chaque année, environ 660 000 à 680 000 tonnes d’engrais azotés sont importées de Russie dans l’Est du Canada, ce qui représente entre 85 et 90 % de l’ensemble des engrais azotés utilisés dans la région.



Notre industrie soutient fermement le peuple ukrainien et condamne l'invasion russe. Nous appuyons également les sanctions et les autres mesures imposées par le gouvernement canadien et nos alliés pour mettre rapidement fin à la guerre. Cependant, les mesures prises par le gouvernement canadien ne devraient pas mettre en péril la capacité du Canada de produire des aliments aujourd'hui et pour l'avenir.

« Il faut indemniser les agriculteurs qui subissent les effets des tarifs douaniers et nous voulons qu'il y ait un approvisionnement sûr et fiable en engrais afin que nous puissions retrousser nos manches et faire notre part pour aider le monde à traverser cette crise », a déclaré Brendan Byrne, président des Producteurs de grains de l'Ontario.

Le Canada est le seul pays du G7 qui prélève des droits de douane sur les engrais russes. Il en résulte un désavantage concurrentiel pour l'industrie canadienne de l'agriculture par rapport aux autres pays.

« Les agriculteurs ont dû assumer les coûts des tarifs douaniers, ce qui a désavantagé les agriculteurs canadiens par rapport aux agriculteurs d'autres pays où de tels tarifs n'ont pas été imposés sur les engrais, a déclaré Christian Overbeek, président des Producteurs de grains du Québec. Il faut indemniser les agriculteurs et leur fournir des solutions concrètes pour la saison des semis de 2023 et mettre en œuvre ces solutions dès cet été. »

« Il est essentiel pour la planète que les agriculteurs canadiens aient les meilleures récoltes cette année. On ne peut pas faire pousser des cultures sans engrais, et on ne peut pas produire de la nourriture sans cultures, a déclaré Roy Culberson, président, Atlantic Grains Council. L'engrais étant un produit mondialisé, ce tarif devient un coût supplémentaire payé par les agriculteurs et ne fait que les pénaliser. Nous avons hâte de régler le problème avec le gouvernement. »

« Les engrais constituent l'intrant le plus important pour garantir des rendements forts et robustes, selon Karen Proud, présidente et chef de la direction, Fertilisants Canada. Nous devons soutenir nos producteurs et l'industrie a besoin de prévisibilité pour la saison des semis de 2023, car la planification se fait maintenant. Plus que jamais, le monde a encore plus besoin du Canada. »

« Les semis de l'automne approchent rapidement », a déclaré Russel Hurst, directeur exécutif de l'Ontario Agri Business Association. La compensation des producteurs et la prévisibilité pour l'industrie seront deux facteurs importants dans les mois à venir, alors que l'industrie agricole canadienne se mobilise pour faire ce qui est nécessaire en réponse à cette crise mondiale. »

Le groupe représente le secteur canadien des engrais ainsi que des groupes agricoles défendant les intérêts de plus de 50 000 agriculteurs. Il s'agit notamment de l'Atlantic Grains Council, de la Christian Farmers Federation of Ontario, de Fertilisants Canada, des Producteurs de grains de l'Ontario, de



l'Ontario Agri Business Association, de l'Ontario Bean Growers, des Producteurs de canola de l'Ontario, des Producteurs de grains du Québec, de Sollio Agriculture et de Sylvite Agri-Services.

-30-

Contacts:

Heather Russel, Atlantic Grains Council 506-380 9663 heather@atlanticgrainscouncil.ca

Tom Tavani, Christian Farmers Federation of Ontario, 519-837-1620 tom@christianfarmers.org

Kayla FitzPatrick, Fertilizer Canada kfitzpatrick@fertilizercanada.ca

Victoria Berry, Grain Farmers of Ontario, 226-820-6641 vberry@gfo.ca

Emile Gauthier, Grain Farmers of Quebec, 418 806-6250 emile.gauthier@lorangebleue.biz

Russel Hurst, Ontario Agri Business Association, 416-471-8100 russel@oaba.on.ca

Ryan Koeslag Ontario Bean Growers & Ontario Canola Growers Association, 519-8979088
ryan@ontariobeans.on.ca

Cassandra Loomans, Sylvite, 226-667-2200 Cassandra Loomans cloomans@sylvite.ca

Couturier Stephanie, Sollio Agriculture, 514-217-8503 stephanie.couturier@sollio.coop